

Introduction générale

Éric Berr et Jean-Marie Harribey

Pourquoi parler de développement aujourd'hui ? Pourquoi renouer avec une discussion qui semblait définitivement close depuis au moins deux décennies, c'est-à-dire depuis que les préceptes libéraux connus sous le nom de « Consensus de Washington » s'étaient imposés et avaient rejeté comme obsolètes et illégitimes toutes les expériences, toutes les stratégies, qui avaient été tentées auparavant ? Ne peut-on se déclarer satisfait de voir des taux de croissance économique mondiale supérieurs à 4% par an, et surtout de constater le démarrage foudroyant de pays émergents de taille continentale comme la Chine et l'Inde ? Ne dit-on pas que la mondialisation de l'économie, grâce à la libre circulation des capitaux et l'abolition des frontières pour les marchandises, est en mesure de promouvoir enfin le développement de tous les pays du monde sans qu'il soit nécessaire d'engager tout autre action politique que la simple surveillance du respect des nouvelles normes et règles libérales ?

On ne peut se contenter de ces apparences parce que, derrière elles, l'envers du décor est désastreux à bien des égards. D'une part, en dépit des incertitudes méthodologiques, il semble bien que les écarts de développement et de revenu par habitant entre les plus riches et les plus pauvres de la planète tendent à s'accroître sur

le long terme et particulièrement au cours de la période récente. Ce qui paraît incontestable, c'est que le nombre absolu de pauvres et de très pauvres ne diminue pas. Il y a toujours, d'année en année, environ 1,2 milliard d'êtres humains vivant avec l'équivalent de moins d'un dollar par jour et n'ayant pas accès à l'eau potable, tandis que près d'un milliard sont mal nourris et restent analphabètes. À la difficulté à réduire significativement la pauvreté monétaire et la pauvreté en termes d'accès à l'éducation et la santé, s'ajoute la précarisation générale du salariat consécutive à la restructuration capitaliste qui s'est traduite par la montée du chômage et l'envol des revenus financiers, et cela, partout dans le monde.

D'autre part, les atteintes à l'environnement naturel risquent de devenir très rapidement irrémédiables. Les pollutions se multiplient, rendant l'air irrespirable, l'eau imbuvable, les sols moins productifs et la santé fragile. Bon nombre de ressources naturelles sont en voie d'épuisement et l'utilisation croissante de combustibles d'origine fossile accroît l'effet de serre et conduira au cours du ^{xxi}^e siècle à un réchauffement climatique dont on ne peut encore prévoir exactement les effets concernant l'élévation du niveau des océans, la modification des régimes des pluies, et donc les déplacements des populations et des zones d'activités, mais qui sont désormais inéluctables. Sont en cause les modèles de production industriels et agricoles, la division internationale du travail, les délocalisations des productions et la multiplication des échanges, l'explosion des transports qui en découlent et les modes de transports individuels. Certes, on assiste partout à une progression, au sein de la production totale, des services qui sont moins gourmands en ressources que l'industrie ou l'agriculture, mais la dématérialisation de l'économie n'est que relative, d'autant qu'il faut compter avec la forte croissance des pays émergents. Si l'on se tourne vers les progrès en termes d'efficacité énergétique et d'intensité en ressources naturelles, ils sont réels mais ils tendent à s'amenuiser.

Au total, la crise sociale et la crise écologique constituent le paysage dans lequel l'humanité se débat. Crise sociale et crise écologique se conjuguent et se renforcent l'une l'autre puisque les plus pauvres sont ceux qui sont les premiers et les plus durement touchés par la dégradation de l'environnement naturel. Mais il faut certainement introduire l'hypothèse que cette conjugaison n'est

pas le fruit du hasard. L'ampleur et la simultanéité de ces deux crises sont la marque d'une crise de société, voire d'une crise de civilisation. Un modèle s'épuise, celui-là même qui nous est présenté comme ayant une vocation universelle et comme étant la fin de l'histoire : le progrès identifié à la fuite en avant de la technique entraînée par une dynamique largement autonome sans possibilité de la maîtriser, à la prééminence du marché comme régulateur unique des sociétés, à l'extension infinie du champ de la marchandise, à la subordination des êtres humains aux règles de compétitivité, à la logique de l'accumulation du capital.

Lorsque nous disons que ce modèle s'épuise, cela ne signifie pas qu'il soit en perte de vitesse. Au contraire, plus il approche du précipice social et écologique, plus la fuite en avant s'accélère. Mais sa légitimation théorique et son hégémonie idéologique s'effritent. De nouvelles interrogations naissent, à la fois pour rendre compte des transformations du monde actuel, largement déterminées par l'avènement d'un nouveau régime d'accumulation capitaliste à dominante financière, et pour dessiner de possibles réorientations du développement des sociétés et des transformations des rapports sociaux au sein desquels se concrétisent les rapports de l'homme à la nature.

Parmi ces interrogations, les unes portent sur l'histoire de la pensée économique du développement qui a connu des hauts et des bas et qu'il convient aujourd'hui de réexaminer, sinon de réévaluer. D'autres portent sur les rapports entre croissance économique et développement qui font toujours débat. Enfin, des recherches s'engagent sur les alternatives possibles ou du moins sur les infléchissements indispensables pour éviter d'atteindre les points de non retour au-delà desquels la vie en société et la vie sur la planète deviendraient, au sens propre des mots, insoutenables, c'est-à-dire insupportables.

Depuis Adam Smith, les questions de croissance et de développement sont au cœur des réflexions des économistes. Pourtant, ce n'est qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que l'économie du développement se constitue en une branche spécifique de la science économique, au moment où s'organise un nouvel ordre économique mondial marqué par la domination des États-Unis qui contrôlent le Fonds monétaire international (FMI) et la

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), plus connue sous le nom de Banque mondiale. L'heure est aussi à la reconstruction en Europe et à l'accession à l'indépendance pour de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. On voit ainsi émerger le tiers-monde, ce qui explique l'intérêt pour l'étude des économies en développement.

Les travaux des « pionniers »¹ consacrent une approche « développementiste » dont l'objectif est de permettre aux pays en développement (PED) d'accéder à la « modernité » occidentale. Mais, déjà des perspectives théoriques et politiques opposées se font jour. Certains perçoivent le sous-développement comme un retard de développement (Rosenstein-Rodan [1943], Rostow [1960]) qui s'explique par le caractère dual des économies du tiers-monde (Lewis [1954]) ou par leur insuffisance d'épargne (Nurkse [1953]). D'autres, les structuralistes, le voient comme un phénomène historique lié à la désarticulation des structures productives (Prebisch [1950], Singer [1950], Hirschman [1964], Perroux [1964], Myrdal [1968]). Les solutions interventionnistes préconisées par ces auteurs structuralistes se traduisent par des projets de développement autocentrés, basés sur les stratégies de substitution aux importations.

Ces expériences connaissant un échec relatif, le mouvement que l'on va appeler tiers-mondiste avance dans les années 1960-1970 l'idée que le sous-développement est la conséquence de la domination des pays capitalistes développés sur les pays du tiers-monde, ce qui rend tout rattrapage impossible. C'est à cette époque que s'affirment les théories de la dépendance, basées sur une analyse centre-périphérie (Baran [1957], Frank [1969], Amin [1970], Furtado [1970]), et les théories néo-marxistes de l'échange inégal (Emmanuel [1969]). Ce courant radical considère que le sous-développement est le produit de l'expansion du capitalisme à l'ensemble de la planète et de la domination exercée par les pays du Nord, d'où la nécessité de rompre avec ce modèle.

La profonde crise structurelle du capitalisme des années 1970 provoque un changement radical de stratégie des classes dirigeantes mondiales. Pour sortir de la crise, c'est-à-dire pour restaurer

¹ Voir Meier, Seers [1988].

des taux de rentabilité du capital suffisants, une accélération est donnée au processus de mondialisation. La restructuration du système économique passe alors par l'octroi de la liberté totale de circuler pour les capitaux et les marchandises et la mise en œuvre de politiques néo-libérales fondées sur des préceptes monétaristes, sur le recul de la sphère non marchande et sur la précarisation du salariat facilitée par un chômage massif.

Dans les pays du tiers-monde, ce tournant radical prend le visage des plans d'ajustement structurel inspirés par les dogmes du consensus de Washington (Williamson [1990]) et dont l'objectif est, dans un premier temps, de gérer la crise de la dette consécutive à la montée des taux d'intérêt pour éviter la faillite du système bancaire occidental, puis d'intégrer de gré ou de force les PED au sein du marché mondial en construction.

Vingt ans après, les résultats de cette mise en ordre du monde sont catastrophiques, de l'aveu même de certains de ses promoteurs. En effet, la remise en cause de l'intervention de l'État en proclamant la suprématie du marché dans l'allocation des ressources, le retour de la théorie des avantages comparatifs condamnant les stratégies de substitution aux importations pour laisser la place à des politiques de promotion des exportations, imposent dans les pays pauvres un recul des dépenses publiques de survie et une insertion internationale basée sur les dotations en facteurs. Dès lors, les crises récurrentes survenues dans la deuxième moitié des années 1990 marquent l'échec des stratégies de développement libérales, à tel point que l'on assiste actuellement à une remise en cause du consensus de Washington (Stiglitz [2002], Rodrik [2003], Berr, Combarrous [2005]). Cette contestation ne va pas jusqu'à abandonner les plans d'ajustement structurel, mais ceux-ci sont dorénavant présentés sous de nouveaux vocables tels que « bonne gouvernance » et « stratégies de lutte contre la pauvreté ».

Entre temps, comme la prise en compte de la nouvelle contrainte écologique s'est imposée progressivement depuis le rapport au Club de Rome (Meadows et al. [1972]) et le rapport Brundtland (CMED [1987]), l'ONU a fait adopter par toutes les institutions internationales et tous les gouvernements le concept de développement soutenable ou durable défini comme celui qui répond « aux besoins du présent sans compromettre la possibilité

pour les générations à venir de répondre aux leurs » (CMED, [1987], p. 10).

Bonne gouvernance, développement durable, lutte contre la pauvreté pour la réduire de moitié conformément aux objectifs dits du Millénaire définis en 2000, sont-ils en mesure de résoudre les problèmes engendrés par un certain développement ou faute de développement suffisant ? Devant cette incertitude, le concept de développement doit être interrogé et redéfini pour préparer un avenir plus équilibré, plus égalitaire, en un mot plus humain.

Faut-il considérer la distinction traditionnelle entre croissance et développement comme toujours pertinente ? En réaction contre les positions les plus libérales, qui adoptent une vision linéaire de l'histoire des sociétés et qui, de ce fait, situent le mieux-être, c'est-à-dire le développement, au bout de la croissance perpétuelle de la production et de la consommation – on se souvient de la phase ultime prévue par Rostow, l'ère de la consommation de phase –, les premiers économistes du développement, au premier rang desquels François Perroux, avaient distingué nettement les deux notions. La croissance mesurée par l'augmentation du produit par habitant n'était qu'une condition nécessaire et insuffisante du développement appréhendé par l'allongement de l'espérance de vie, l'amélioration de l'éducation et de la santé, la justice et la démocratie. En bref, le qualitatif impliquant (au sens logique) le quantitatif mais pas l'inverse. Cette distinction canonique dans l'histoire de la pensée du développement résista plusieurs décennies mais, aujourd'hui, elle révèle une certaine fragilité. Déjà, Perroux avait lui-même introduit le doute lorsqu'il écrivit : « Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global. » (Perroux [1964], p. 155) Cette formulation aboutit au renversement de la précédente puisqu'il nous dit que le développement est la condition nécessaire de la croissance. On n'est plus très éloigné alors de la position orthodoxe qui établit une identité entre croissance et développement en faisant de la première une condition nécessaire et suffisante du second. Si cette identité peut être établie, les dernières résistances à la croyance en la linéarité de l'histoire s'effondrent : les pays pauvres doivent suivre le même chemin que

les riches et se soumettre aux injonctions des institutions internationales, surtout lorsque celles-ci affichent une vocation à servir la cause du développement durable. Le rapport Brundtland donne d'ailleurs sa caution à cette vision en affirmant la compatibilité entre une croissance perpétuelle et le respect des équilibres sociaux et écologiques : « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et "environnementalement" soutenable. » (CMED [1987], p. xxiii)

Une manière de sortir de ce piège logique et, par suite, politique ne serait-elle pas de dépasser la définition formalisée autrefois par Perroux ? L'hypothèse qui sera abordée dans cet ouvrage étant de savoir si, au-delà d'un certain seuil, la croissance ne deviendrait pas un obstacle au développement, c'est-à-dire qu'elle cesserait d'être une condition toujours nécessaire. Autrement dit, la croissance serait pendant un temps une condition nécessaire du développement et cesserait de l'être au-delà de ce seuil (Harribey [1997], [2004]).

Ce n'est pas la voie suivie par le courant de la décroissance et de l'anti-développement. En réactualisant des travaux anciens critiquant la technique et son autonomisation par rapport à la société, notamment ceux de Jacques Ellul [1954] et Ivan Illich [1973], des auteurs comme Partant [1982], [1988], Latouche [1986], [1989], [1991], [1994], [2001], [2002b], [2003c], [2004], Rist [1996], [2003], Morin [2002] refusent de distinguer croissance et développement, les rejettent en bloc et proposent d'entreprendre une « décroissance ». Toute référence au développement durable est récusée parce que cette notion serait un « oxymoron » (Latouche [2002b]). Deux arguments essentiels sont invoqués par ces auteurs. Ils s'appuient tout d'abord sur la thèse de Nicholas Georgescu-Roegen [1971], [1995] qui soutient que la loi thermodynamique de l'entropie s'applique aux activités économiques, empêchant de concevoir une croissance infinie dans un monde fini. Ils accusent ensuite l'Occident de perpétuer sa domination économique, politique et culturelle par le biais de l'idéologie d'un développement inatteignable pour une grande partie de l'humanité.

Cependant le courant anti-développementiste de la décroissance n'est pas à l'abri de deux écueils. Le premier est de laisser planer le doute quant à la nécessité pour les plus pauvres de la

planète de voir leur production croître, tant les besoins essentiels sont loin d'être satisfaits. Nombre de publications de ce courant laissent entendre qu'il convient « d'en finir une fois pour toutes avec le développement » et que « la décroissance sauvera le Sud », comme si l'on pouvait mettre sur le même plan riches et pauvres, ou qu'« il faut sortir de l'économie », confondant ainsi l'économie comme catégorie anthropologique et le capitalisme comme catégorie historique (Latouche [2001], [2004]). Le second risque est de verser dans un relativisme culturel et de faire de la pauvreté dans le monde une simple projection des valeurs et des perceptions occidentales². Ce sont ces raisons qui nous font préférer dans cet ouvrage la démarche consistant à repenser le développement plutôt que de le refuser, c'est-à-dire définissant le contenu d'un mode de vie qui privilégie la qualité, notamment des rapports sociaux et des relations humaines, à la quantité des biens marchands produits.

Cette démarche implique une exigence théorique de première importance : qu'est-ce que la richesse susceptible d'améliorer le bien-être humain ? De nombreux travaux récents, tout en renouant avec de plus anciens, ont cherché à mettre en lumière la relation entre la question des modes de vie, du développement et du bien-être avec celle de la richesse. On voit ainsi se développer une critique des indicateurs habituels de richesse et l'on recense un nombre croissant de travaux d'élaboration de nouveaux indicateurs de bien-être³. Mais il faut aller plus loin et telle sera notre hypothèse : réhabiliter la distinction entre valeur d'usage et valeur car c'est la divergence entre la production de valeurs d'usage pour satisfaire les besoins et la production de valeur pour répondre à la soif de rentabilité du capital qui empêche le développement économique d'être toujours synonyme de mieux-être.

La crise – dans les deux dimensions examinées plus haut, sociale et écologique – que traversent le développement et avec lui le système économique qui le porte exige de refonder ce concept de développement. Cette crise est en premier lieu une crise du capital qui cherche de nouveaux champs de valorisation par

² Voir le débat contradictoire entre Comelieu [2003a] et Latouche [2003c].

³ Un panorama complet de ces nouveaux indicateurs est donné par Gadrey, Jany-Catrice [2005].

l'appropriation des principales activités humaines qui lui avaient jusqu'ici échappé, à l'encontre d'un principe de précaution à peine établi. Cette crise souligne la contradiction entre valeur marchande et richesse sociale, deux catégories essentielles de l'économie politique allant de Smith et Ricardo à Marx, mais laissées de côté, car trop subversives, par la prétendue science économique moderne d'inspiration néoclassique. Cette crise comporte aussi une dimension culturelle parce que la notion de progrès ne va plus de soi. L'idée de progrès, portée par la philosophie des Lumières avait servi de cadre idéologique au progrès économique apporté par la révolution industrielle et le développement économique qui s'ensuivit. Celui-ci ayant charrié avec lui les dégâts que l'on sait, faut-il se résigner à faire l'apologie du déclin et du retour en arrière ? Nous ne le pensons pas. Mais, dans la mesure où l'on ne peut plus ignorer les risques d'interruption de la vie que fait peser la course folle production-consommation ni les risques de déflagration sociale à cause de l'approfondissement des inégalités, il serait irresponsable et de toute façon illusoire de se gargariser de la défense des intérêts des générations futures si la justice n'était pas construite dès à présent : on ne peut dissocier la « soutenabilité » ou « durabilité » dans l'espace (ici et maintenant) et dans le temps (pour les générations futures). Ce programme de recherche est sans doute ambitieux puisqu'il exige une démarche complexe, mais la prise en compte simultanée de l'universalisme des droits humains et du pluralisme culturel est à ce prix.

Les contributions qui suivent approfondissent ces problématiques et prolongent les débats qui se sont déroulés à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, les 16 et 17 septembre 2004 à l'occasion de la tenue des premières journées du développement du GRES (Groupement de Recherches Économiques et Sociales).

Les textes rassemblés dans la première partie se livrent à un bilan critique de plus d'un demi-siècle d'économie du développement. **Éric Berr** montre tout d'abord que le mode de développement actuel, en tentant d'imposer les valeurs occidentales à l'ensemble de la planète, empêche les PED de construire leur avenir et les maintient au contraire sous le joug des pays riches. Il tente alors d'ouvrir d'autres voies, porteuses d'un autre développement, nécessairement pluriel. Celui-ci doit accorder une place plus importante aux

activités non marchandes, aux relations non monétaires et doit promouvoir des valeurs soutenables basées sur l'entraide et la solidarité, ce qui passe par la remise en cause de l'objectif de croissance illimitée et la définition d'une nouvelle mesure de la richesse.

À partir d'une critique du concept de croissance économique, élevé au rang d'objectif premier de notre temps, **Christian Comeliau** élabore une conception différente du progrès social, donc du développement. S'il concède que la croissance est nécessaire au Sud pendant un temps encore assez long, il lui dénie son caractère illimité et montre que cet objectif ne peut être le critère principal du progrès des sociétés à long terme, ce qui doit nous conduire dès à présent à penser une autre organisation de nos sociétés.

Partant du débat actuel concernant la compatibilité entre la croissance et un développement durable, **Bernard Billaudot** montre pourquoi la tentative récurrente de découpler le développement de la croissance est vaine. Ce qui se cache derrière cette tentative est l'impérieuse nécessité de dissocier deux couples, d'une part le couple « développement et croissance d'ordre économique », qui est relatif à un ordre de socialisation fondé sur la monnaie et le marché, d'autre part le couple « développement et croissance de nature économique », qui est propre au registre de socialisation ayant trait à l'exploitation de la nature par l'homme, registre qui est présent dans tout genre de société. Cela passe par la construction d'une autre représentation de l'économie qui permet une clarification des débats actuels. La principale question qui en ressort est la suivante : faut-il une décroissance de l'ordre économique pour assurer, à l'échelle mondiale, un développement de nature économique écologiquement soutenable et socialement équitable ?

Catherine Baron se livre à une analyse du « renouveau » des théories du développement suite à l'échec des politiques ayant découlé d'un modèle unique apparu au début des années 1980 et traduisant une uniformisation de la pensée dans le domaine du développement. Cet échec a conduit ses initiateurs à réformer leur discours, sans pour autant abandonner la doctrine sous-jacente. Face à cette ambiguïté, d'autres voix se font entendre. L'originalité de la période actuelle réside donc dans le fait que, contrairement à la période précédente, la production de discours sur le développement ne provient plus des seules sphères académiques, qui ont

en partie déserté ce champ de la recherche en économie, mais est véhiculée à la fois par les institutions internationales – en particulier, par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international – et par des mouvements altermondialistes, ce qui conduit à s'interroger sur l'impact sur la pensée économique du développement de démarches qui restent empreintes de pragmatisme.

Mamadou Camara et **Ricardo Caffé** soulignent les limites d'une approche inspirée de la théorie de la régulation pour expliquer la trajectoire récente des économies émergentes d'Amérique latine et montrent l'intérêt et la portée opératoire d'une approche néo-structuraliste. Partant des faits stylisés caractérisant l'économie brésilienne de la fin des années 1990, ils montrent que les transformations intervenues et aujourd'hui visibles sous les traits d'une « nouvelle substitution des importations » sont la conséquence de l'ouverture financière outrancière du début des années 1990. En prenant appui sur l'approche structuraliste, ils expliquent en quoi le lien identifié entre régime d'accumulation financiarisé et nouvelle substitution des importations récemment amorcée au Brésil est endogène à tout modèle de développement dépendant des capitaux étrangers. Cette interprétation permet de conclure que les catégories d'analyse élaborées par les structuralistes gardent une certaine pertinence dans la compréhension des trajectoires poursuivies par les économies en développement malgré l'originalité de la mondialisation actuelle.

Stéphanie Treillet revient sur l'« échec » des modèles de développement qui nourrit la critique libérale et le consensus de Washington aussi bien que le courant de pensée qui prône le refus du développement. Dans le premier cas c'est la notion même de modèle et le volontarisme politique qui sont vilipendés tandis que dans le second c'est l'objectif même de développement, assimilé au progrès social, qui est remis en cause. Cette contribution entend alors, dans un premier temps, esquisser une typologie des échecs, ou à tout le moins des résultats, des grandes stratégies de développement en Amérique latine en revenant sur les différents critères et sur les grilles d'analyse théoriques permettant de les appréhender, pour ensuite analyser, sur la base de cette typologie, le cas du Mexique. À la lumière des difficultés que les expériences passées ont rencontrées, à la façon dont elles ont dévié de leurs objectifs ou se sont trompées d'objectif, repenser le développement suppose

alors de réhabiliter un objectif de développement, auquel il faut donner un contenu, pas forcément unique.

À la lumière des résultats mis en évidence dans la première partie, les textes qui suivent explorent de nouvelles pistes. À partir d'une analyse du principe de précaution tel qu'il a pu être défini par le philosophe allemand Hans Jonas, **Geneviève Azam** montre que ce principe, tout comme le concept de développement durable, a été récupéré par l'orthodoxie qui l'a vidé de sa substance en le subordonnant à des considérations économiques. Pourtant, l'émergence de ce principe condamne le mode de développement actuel et impose au contraire un changement de paradigme reposant sur la sagesse qui exige de penser collectivement les limites du système en reconnaissant le principe que tout ce qui est possible ne doit pas être réalisé.

Dans le prolongement du chapitre précédent, **René Passet** aborde la question du développement d'un point de vue environnemental en insérant, suivant en cela les travaux de Georgescu-Roegen, l'économie dans le flux énergétique de la biosphère. Ce recours à la thermodynamique le conduit à promouvoir une bioéconomie, c'est-à-dire une science transdisciplinaire basée sur l'intensification de la recherche publique – afin de gérer l'entropie du système – et la mise en place d'un autre développement qui ne peut être un modèle de « décroissance ».

En contrepoint avec ce qui précède, **Yves Duplan** essaie de montrer que la loi de l'entropie s'applique à la matière puisque l'échelle de temps au cours duquel la restructuration de la matière peut s'effectuer grâce au flux d'énergie solaire que reçoit la Terre ne permet pas à l'homme d'envisager un recyclage total. En effet, le temps humain est incommensurable avec le temps biologique et physico-chimique. Il s'ensuit que, selon l'auteur, les processus économiques sont contraints par la rareté des ressources.

Pierre Le Masne examine les apports des services publics au développement. Il montre, contre un certain discours d'inspiration néolibérale, que les services publics peuvent être efficaces en matière de développement. Cependant, pour retrouver ou accroître leur importance, ces services publics doivent se rénover et mieux répondre aux exigences de la population.

Jean-Marie Harribey reprend la définition du développement du capitalisme comme « une immense accumulation de

marchandises » (Marx [1965a]). Son extension touche aujourd'hui tous les aspects de la vie sociale en quelque coin de la planète que ce soit, ce qui menace la survie de fractions entières de l'humanité et met à mal les équilibres écologiques. D'aucuns considèrent alors que, puisque le développement économique n'a pas permis de réduire la pauvreté, mais qu'il l'a dans certains cas provoquée ou aggravée, puisqu'il épuise toutes les ressources naturelles et pollue la nature, il convient de renoncer au développement et de promouvoir la « décroissance ». Partant de là, l'auteur propose de montrer que le dilemme croissance-décroissance est un faux dilemme dès l'instant où l'on déconnecte cette question de celle de la critique des rapports sociaux capitalistes, puis que, face à l'identification de la richesse sociale à la marchandise théorisée par l'idéologie libérale, il est possible de définir et de fonder sur les plans théorique et pratique une conception de la richesse hors du sentier de la valeur marchande.

Bruno Boidin se livre à un examen critique des indicateurs de bien-être et de développement visant à dépasser le produit intérieur brut (PIB). Il se propose d'élaborer, en privilégiant une grille d'appréciation construite sur la base du critère d'utilité sociale, une typologie des objectifs que peuvent chercher à atteindre de tels indicateurs. Tout en soulignant la nécessité de ne pas négliger les dimensions humaine et sociale du développement durable, alors que c'est la dimension environnementale qui reste bien souvent privilégiée dans les analyses, il suggère de recourir à une utilisation combinée d'indicateurs synthétiques de bien-être et de mesures plus spécifiques à chacune des dimensions du bien-être, à chaque catégorie de population et à chaque pays.